



Spécial Grèce :

Non au coup d'Etat financier ! Ce n'est pas à la finance de gouverner



LA TROÏKA REFUSE LA PROPOSITION
DU GOUVERNEMENT GREC
PARCE QU'ELLE TAXE LES RICHES

Lundi suite au sommet européen sur la Grèce, l'ambiance était à l'optimisme. Suite aux nouvelles propositions de compromis du gouvernement Grec un accord devenait possible.

La Grèce pouvait entrevoir le versement des 7,6 milliards dus par la Troïka bloqués depuis un an et rembourser les 1.6 milliard dus au FMI évitant ainsi un défaut de paiement fixé au 30 juin.

Mardi soir patatras. FMI et BCE cassent tout !

Ils ont rejeté les propositions grecques car elles prévoient de taxer les très riches et ont exigé la baisse des pensions des retraites et le report progressif du départ en retraite à 67 ans !

Ce sont les lignes rouges fixées par le peuple grec et le gouvernement.

Toute la semaine, les discussions se sont poursuivies. Le FMI et la BCE ont rejeté systématiquement les propositions faites par le gouvernement Grec notamment la taxe exceptionnelle de 12 % sur les entreprises réalisant un bénéfice d'au moins 500.000 euros, ou la hausse de cotisation patronale pour les pensions.

Vendredi, les créanciers se permettaient même un chantage ignoble : tout versement serait conditionné par l'adoption au préalable de lois imposant les mesures d'austérité. Après le gouvernement, ce sont les députés Grecs qui sont pris en otages !

C'est un scandale. La représentation grecque humiliée !

En urgence dans la nuit de samedi, le gouvernement Grec refusait le plan des créanciers car contraire au mandat du peuple Grec. Seul celui-ci peut le changer.

Alexis Tsipras annonçait alors la tenue d'un référendum le 5 juillet prochain sur le plan des créanciers.

Ces évènements démontrent le rôle ignoble joué par le FMI. Quelle que soit la volonté des Grecs et quelle que soit la gravité de la situation du fait d'un défaut de paiement, **Mme Lagarde s'en fout royalement !**

Son seul rôle est de défendre les intérêts des financiers.

Il s'agit ni plus ni moins que d'un coup d'Etat avec pour but soit obliger A. Tsipras à faire une politique pour laquelle il n'a pas été élu conduisant à sa démission, soit obliger la Grèce à quitter la zone Euro entraînant une crise financière en Europe. (*Le défaut de paiement coûterait à chaque Français 15 €*)

Simultanément et de concert, la droite grecque avec Samaras (ex 1^{er} ministre) propose un gouvernement d'union nationale sans Syriza pour aggraver l'austérité afin de servir aux banques la rente odieuse payée par les Grecs.

Ces gestes irresponsables conduisent à une situation extrêmement dangereuse pour le peuple grec et pour la démocratie dans tout l'Europe.

La France ne peut laisser faire ce coup d'Etat financier. Ce n'est pas à la finance de gouverner.

Elle doit respecter et faire respecter les choix des Grecs. François Hollande, qui s'est prononcé pour un accord respectant les Grecs, doit agir pour une solution politique.

Les peuples d'Europe ne peuvent s'habituer à ces mauvais vents soufflés par des institutions non démocratiques, non élues, qui ont été inventées par les puissants pour faire plier la démocratie jusqu'à la détruire quand elle n'est pas conforme à leurs intérêts égoïstes guidés par l'appât du fric !

C'est du « totalitarisme » visant à rendre caduque la proclamation d'Aristote, selon laquelle « *tout pouvoir doit s'exercer au service de l'intérêt général* » !



Manifestation du 20 juin à Paris

Pierre Bénite le 27 juin 2015

**Mobilisons-nous, soyons
solidaires !
Signez la pétition envoyée à
François Hollande.
Chaque jour compte !**

*« À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend
inévitables les révolutions violentes » (JFK)*